



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 5 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 29 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### **Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### **Etaient excusés et représentés par pouvoir:**

M. CARREAU à M. RIMARK, Mme MARECHAL à M. BODIN, M. GEDON à Mme DUBOURG, M. MONMARCHON à M. BALDES

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

### **4 – TRAVAUX DE CONFORTEMENT DE LA FALAISE ET DES REMPARTS DE LA CITADELLE SURPLOMBANT LA GIRONDE- APPROBATION DU PROGRAMME**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

La Citadelle a fait l'objet de diverses études afin d'identifier les points les plus sensibles et exigeant une attention particulière.

C'est le cas notamment de sa façade surplombant la Gironde. Déjà en 1999, la société ANTEA avait été mandatée afin de diagnostiquer la stabilité de la falaise. Cette étude préliminaire avait permis d'établir un zonage du risque en donnant des indications de principe sur les confortements possibles.

En 2008, l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, M GOUTAL, menait une étude plus générale portant sur la gestion et la sécurisation du site. Cette étude a permis de dégager 2 axes : sécurisation des remparts et gestion des eaux pluviales.

La sécurisation des remparts a fait l'objet de travaux à hauteur de 1 660 000 € TTC. Les travaux se rapportant à la gestion des eaux pluviales étaient estimés à 652 250 € HT.

En 2012, la société ANTEA a réalisé une étude globale de stabilité et de mise en sécurité du linéaire de falaise en identifiant 3 niveaux d'aléas classifiés en fonction de l'urgence. Le montant des travaux de cette opération est estimé à 1 386 000 € HT et cela concerne indistinctement des interventions sur la falaise et sur les remparts.

Cette dégradation voit ses causes notamment par l'érosion et par l'absence d'un traitement efficace des eaux pluviales. Ces 2 notions étant indissociables pour assurer la pérennité du site, leur traitement doit se faire concomitamment.

Afin d'identifier précisément la répartition de chaque nature de travaux, il est nécessaire d'engager la mission de maître d'œuvre.

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra affiner les études déjà réalisées afin d'estimer précisément chaque typologie.

Cette connaissance permettra aux financeurs de déterminer le montant de subvention sur lequel ils s'engagent.

Le montant total de cette opération est estimé à 2 402 840 € HT soit :

- Travaux :
  - Confortement falaises / remparts : 1 386 000 € HT
  - Gestion des eaux pluviales : 652 250 € HT
- Prestations intellectuelles
  - Maîtrise d'œuvre (12 %) : 244 590 € HT
  - Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé : 20 000 € HT
- Autres : publicité, aléa et révisions, ... : 100 000 €

Cette opération est décomposée comme suit :

- Tranche ferme :
  - 1<sup>ère</sup> phase : phase conception de la mission de Maîtrise d'œuvre
  - 2<sup>ème</sup> phase :
    - travaux à hauteur de 800 000 €
    - mission de Maîtrise d'œuvre : phase travaux
- tranches conditionnelles
  - travaux à hauteur de 1 238 250 €
  - mission de Maîtrise d'œuvre : phase travaux

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver ce programme de travaux conformément à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP).

Ce programme permettra de lancer la consultation afin de choisir, conformément à l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le maître d'œuvre de l'opération.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 – opération n° 25, chapitre 20 article 2031 (pour les études).

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 27 juin 2016 et a émis un avis favorable .

**Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 07/07/16  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20160705-33068-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

